



Treaty Series No. 16 (1930)

INTERNATIONAL AGREEMENT

*for the establishment
of an*

International Bureau of Intelligence on Locusts

Damascus, May 20, 1926

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty

LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh:

York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff:

15, Donegall Square West, Belfast;

or through any Bookseller.

1930

Price 2d. Net

Cmd. 3542

**International Agreement for the Establishment
of an International Bureau of Intelligence on
Locusts.**

Damascus, May 20, 1926.

OFFICE INTERNATIONAL DE RENSEIGNEMENTS SUR LES SAUTERELLES.

ACCORD INTERNATIONAL.

LES Gouvernements de la Palestine, de la Transjordanie, de l'Irak, de la Turquie, de l'État de Syrie, ayant jugé utile d'organiser un "Office international de Renseignements sur les Sauterelles" en vue de donner son maximum d'efficacité à la lutte entreprise contre ces insectes, ont décidé de conclure un accord à cet égard et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir à frais communs et par parties égales un "Office international de Renseignements sur les Sauterelles," dont le siège sera à Damas.

ARTICLE 2.

L'Office fonctionnera sous l'autorité et le contrôle d'un Comité composé des délégués des États contractants.

La composition et les attributions de ce Comité, de même que l'organisation et les pouvoirs dudit Office, sont déterminés par le Statut organique annexé au présent Accord et qui est considéré comme en faisant partie intégrale.

ARTICLE 3.

Les frais d'établissement et les frais annuels de fonctionnement seront supportés par les États contractants dans les conditions prévues par le Statut organique visé à l'Article 2.

ARTICLE 4.

Les sommes représentant la contribution de chacun des États contractants seront versées par l'intermédiaire du Haut-Commissariat de la République française auprès des États de Syrie à la Banque de Syrie et du Grand-Liban, à Damas, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du Directeur de l'Office.

Le premier versement annuel devra être effectué par chacun des États contractants dans un délai de trois mois à dater du jour où cet Accord aura été approuvé par les Gouvernements respectifs.

L'Office international commencera à fonctionner à l'expiration de ce délai de trois mois, conformément aux dispositions inscrites dans l'Article 8.

L'année financière de l'Office commencera le jour de son entrée en fonctionnement.

Les versements des années suivantes devront être effectués un mois au moins avant la fin de l'année financière.

La livre sterling est la monnaie officielle de l'Office.

ARTICLE 5.

Les propositions de modifications aux dispositions de l'Accord international et du Statut organique de l'Office seront soumises, pour discussion, par les Hautes Parties contractantes, au Comité visé à l'Article 2.

Les décisions prises par le Comité seront soumises à la considération des États contractants, et ne seront valables qu'autant qu'elles auront été ratifiées par la majorité des États contractants.

ARTICLE 6.

Le présent Accord est conclu pour une période de trois ans.

Il sera prolongé par tacite reconduction pour une période d'égale durée pour tous les États qui n'auront pas notifié un an au moins avant l'échéance de chaque période leur intention d'en faire cesser les effets en ce qui les concerne.

ARTICLE 7.

Chaque Gouvernement signifiera dans le plus bref délai possible son adhésion au Haut-Commissaire de la République française, qui en donnera avis aux autres États signataires.

ARTICLE 8.

Le présent Accord entrera en vigueur, pour chaque État signataire, le jour de la signification de son adhésion.

L'Office international ne sera constitué que si trois au moins des États signataires donnent leur adhésion.

ARTICLE 9.

Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent Accord seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par eux au Haut-Commissaire de la République française et, par celui-ci, aux divers États contractants. Elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office dans les conditions envisagées à l'Article 4.

ARTICLE 10.

Les représentants de la Turquie, de l'Irak, de la Transjordanie, de la Palestine, de l'État de Syrie et du Haut-Commissariat de la

République française, à cela dûment autorisés, ont stipulé le présent Accord en un seul exemplaire qu'ils ont revêtu de leur signature.

Cet exemplaire restera déposé aux archives du Haut-Commissariat de la République française et des copies conformes seront adressées par voie diplomatique aux Hautes Parties contractantes.

Fait à Damas, le 20 mai 1926.

Pour la Turquie :

AZIZ BEY.
TEVFIK BEY.

Pour l'Irak :

ANWAR BEG KHAYATT.

Pour la Transjordanie :

ALI TABBARA.

Pour la Palestine :

J. I. BODKIN.

Pour l'État de Syrie :

JOSEPH ATALLA.

Pour le Haut-Commissariat :

E. ACHARD.

STATUT ORGANIQUE DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE RENSEIGNEMENTS
SUR LES SAUTERELLES.

ARTICLE 1^{er}. Il est institué à Damas un " Office international de Renseignements sur les Sauterelles " ressortissant des États qui acceptent de participer à ses frais d'établissement et de fonctionnement.

Art. 2. L'Office ne peut, en aucune façon, s'ingérer dans l'Administration des États contractants.

Il est indépendant, au point de vue administratif, des autorités du pays dans lequel il est institué.

Il correspond directement avec les Départements agricoles des divers États contractants.

Par entente particulière avec chacun des États contractants, il pourra entrer en correspondance directe avec les Services spéciaux chargés de la lutte anti-acridienne.

Art. 3. Le Haut-Commissaire de la République française auprès des États de Syrie, du Grand-Liban, des Alaouites et du Djebel Druze pourra, sur la demande du Comité visé à l'Article 2 de l'Accord international, prendre les mesures nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme une institution d'utilité publique.

Art. 4. L'Office a principalement pour objet :

- (a) Recevoir, enregistrer et coordonner les renseignements transmis par les États contractants ou provenant de toute autre source convenable relativement aux emplacements, à l'étendue et à la densité des champs de ponte, aux stades d'évolution, aux mouvements connus ou probables des sauterelles, aux méthodes de contrôle et de lutte ;

- (b) Communiquer le plus rapidement possible aux États contractants intéressés pris individuellement les renseignements recueillis concernant les emplacements, l'étendue et la densité des champs de ponte, les stades d'évolution, les directions de vol des sauterelles, les méthodes de contrôle et de lutte;
- (c) Communiquer le plus tôt possible aux États contractants après la fin de la période de ponte une carte indiquant les emplacements et la densité des champs de ponte;
- (d) Fournir, si possible, au sujet des sauterelles, les renseignements de caractère spécial qui pourront être demandés par les États contractants;
- (e) Provoquer de la part des États contractants l'envoi de tous renseignements sur les sauterelles jugés utiles;
- (f) Adresser des propositions aux États contractants en vue d'engager une action commune contre les sauterelles là où elle sera considérée comme nécessaire ou profitable.

En vue d'assurer la lutte commune contre les sauterelles le long des frontières il s'efforcera d'élaborer un système de liaison entre les États intéressés et fera les démarches nécessaires pour la mise en fonctionnement dudit système;

- (g) S'efforcer d'obtenir la gratuité des communications postales et télégraphiques entre l'Office et les États contractants relativement à l'échange de renseignements sur les sauterelles;
- (h) Tenir un inventaire de tous les biens acquis au moyen des fonds de l'Office;
- (i) Préparer et présenter aux États contractants un rapport annuel sur les opérations de l'Office, sur les opérations de lutte contre les sauterelles effectuées dans les divers États contractants et sur les résultats obtenus ainsi que sur les lois et règlements concernant les sauterelles édictés par ces États.

Art. 5. Les États contractants devront :

- (a) Constituer, s'il n'existe pas déjà, un Service spécial chargé de recueillir des renseignements relatifs aux emplacements des sauterelles et une organisation de lutte anti-acridienne en rapport avec l'étendue des invasions;
- (b) Communiquer d'urgence à l'Office, par télégraphe ou par poste, tous renseignements concernant les emplacements, l'étendue et la densité des champs de ponte et d'éclosion, les stades d'évolution, les mouvements des sauterelles recueillis sur leur territoire et leurs méthodes de contrôle et de lutte;

Communiquer aux divers pays contractants et à l'Office de spécimens de sauterelles à leurs différents stades d'évolution;

- (c) Notifier dès que possible à l'Office les lois et règlements édictés pour lutter contre les sauterelles;
- (d) Répondre, dans la mesure du possible, à toute demande de renseignements concernant les sauterelles émanant de l'Office.

Art. 6. L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international composé de représentants techniques désignés par les États contractants à raison d'un représentant pour chaque État.

Les membres du Comité éliront au scrutin secret un président, qui restera en exercice pendant un an.

Le président sortant peut être réélu.

Art. 7. Le Comité se réunit une fois par an, en session ordinaire, sur la convocation de son président adressée aux Gouvernements des États contractants.

Le lieu et la date de la réunion sont fixés d'un commun accord au cours de la session antérieure.

La première réunion aura lieu à Damas sur la convocation du représentant du Haut-Commissaire.

Une réunion extraordinaire annuelle pourra avoir lieu à la requête de la moitié des membres du Comité ; cette moitié devra comprendre obligatoirement le président, qui fixera la date et le lieu de la réunion extraordinaire.

Art. 8. La durée des sessions du Comité est illimitée.

Les décisions prises par le Comité ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises à la majorité absolue des membres présents, la voix du président étant prépondérante en cas de partage égal des votants.

Le quorum nécessaire pour la validité des décisions du Comité sera atteint lorsque plus de la moitié des États contractants sera représentée.

Dans le cas de décisions prises au cours d'une réunion extraordinaire, ces décisions ne seront valables qu'autant que tous les requérants de cette réunion seront présents.

Art. 9. Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant un directeur et des agents divers.

Le directeur est nommé par le Comité. Il peut être choisi parmi les membres du Comité. Il doit être agronome ou entomologiste.

S'il est choisi en dehors du Comité, il assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des agents de toute nature sont réservées au directeur, qui en répond devant le Comité.

Art. 10. La langue officielle de l'Office est la langue française ; mais les communications faites à l'Office par chacun des divers États contractants pourront être faites dans la langue officielle de l'État d'origine.

Art. 11. Les frais de déplacement des membres du Comité convoqués aux sessions périodiques ou extraordinaires du Comité sont à la charge des États contractants.

Les frais de déplacement et indemnités du directeur de l'Office appelé aux sessions à titre consultatif sont à la charge de l'Office.

Art. 12. Le Comité examine les dépenses effectuées dans le courant de l'année précédente et approuve le bilan après certification par un expert comptable.

Il discute le règlement organique du personnel ainsi que toutes les mesures nécessaires pour le fonctionnement de l'Office.

Le règlement et les mesures mentionnées ci-dessus, adoptés par le Comité, sont communiqués aux États contractants et ne peuvent subir de modification sans leur consentement.

Art. 13. Un compte rendu de la gestion de l'Office est présenté chaque année aux États contractants après la clôture de l'exercice.

Damas, le 20 mai 1926.

Pour la Turquie :

AZIZ BEY.
TEVFIK BEY.

Pour l'Irak :

ANWAR BEG KHAYATT.

Pour la Transjordanie :

ALI TABBARA.

Pour la Palestine :

J. I. BODKIN.

Pour l'État de Syrie :

JOSEPH ATALLA.

Pour le Haut-Commissariat :

E. ACHARD.

(Translation.)

INTERNATIONAL BUREAU OF INTELLIGENCE ON LOCUSTS.

INTERNATIONAL AGREEMENT.

The Governments of Palestine, Transjordan, Iraq, Turkey and the Syrian State having considered it advantageous to institute an International Bureau of Intelligence on Locusts in order to give the maximum of efficacy to the campaign undertaken against this insect, have decided to conclude an agreement in this connexion and have agreed as follows :—

ARTICLE 1.

The High Contracting Parties agree to establish and maintain at their common expense and in equal shares, an International Bureau of Intelligence on Locusts with Headquarters at Damascus.

ARTICLE 2.

The Bureau will function under the authority and control of a Committee composed of delegates from the contracting States.

The composition and authority of this Committee as well as the organisation and powers of the said Bureau are determined by the organic statute annexed to the present agreement and which is considered as forming an integral part.

ARTICLE 3.

The expenses of the establishment and the annual expenses of operation shall be borne by the contracting States subject to the conditions provided in the Organic Statute referred to in article 2.

ARTICLE 4.

The amounts representing the contributions of the contracting States shall be remitted through the High Commissioner for the French Republic for the Syrian States, to the Bank of Syria and Lebanon, in Damascus, whence they shall be drawn as necessity arises, by the orders of the Director of the Bureau. The first annual payment must be made by each of the contracting States within a delay of three months to date from the day when this agreement has been approved by the respective Governments.

The International Bureau will commence to function after the expiry of this delay of three months in accordance with the provisions contained in article 8.

The financial year shall commence from the day the Bureau starts to work.

The payments for the following years shall be effected one month at least before the end of the financial year.

The pound sterling is the official currency of the Bureau.

ARTICLE 5.

Proposals for modifications of provisions of the International Agreement and the Organic Statute of the Bureau shall be submitted, for discussion, by the High Contracting Parties, to the Committee referred to in article 2.

The decisions taken by the Committee shall be submitted for consideration to the contracting States and shall not be valid unless they are ratified by the majority of the contracting States.

ARTICLE 6.

The present agreement is concluded for a period of three years. It will be automatically renewed by tacit consent for a period of equal duration for all the States who shall not notify a year at least before the expiry of each period their intention to terminate its effect so far as it concerns them.

ARTICLE 7.

Each Government shall, with the least possible delay, notify its adhesion to the agreement to the High Commissioner of the French Republic, who will advise the other signatory States accordingly.

ARTICLE 8.

The present agreement shall take effect for each signatory State from the date of notification of adhesion.

The International Bureau shall not be established before at least three of the signatory States intimate their adhesion.

ARTICLE 9.

Governments who have not signed the present agreement shall be permitted to adhere to it at their request.

This adhesion shall be intimated by them to the High Commissioner of the French Republic, who will in turn inform the other contracting States.

It will imply an undertaking to participate by a contribution to the expenses of the Bureau according to the condition laid down in article 4.

ARTICLE 10.

The representatives of Turkey, Iraq, Transjordan, Palestine, the Syrian State and of the High Commissioner of the French Republic, being duly authorised to that effect, have drawn up the present agreement to one copy of which they have affixed their signatures.

This copy shall remain deposited in the archives of the High Commissioner of the French Republic and true copies shall be addressed through the diplomatic channels to the High Contracting Parties.

Done at Damascus the 20th May, 1926.

For Turkey :

AZIZ BEY AND TEVFIK BEY.

For Iraq :

ANWAR BEG KHAYATT.

For Transjordan :

ALI TABBARA.

For Palestine :

J. I. BODKIN.

For Syria :

JOSEPH ATALLA.

For the French High Commissioner :

E. ACHARD.

ORGANIC STATUTE OF THE INTERNATIONAL BUREAU OF INTELLIGENCE
ON LOCUSTS.

ARTICLE 1. An International Bureau of Intelligence on Locusts, representative of the States who are willing to participate in bearing its expenses of establishment and services, is instituted in Damascus.

Art. 2. The Bureau cannot in any way interfere with the administration of the contracting States. It is independent from an administrative point of view of the authority of the country in which it is instituted. It will communicate directly with the Agricultural Departments of the various contracting States.

By special arrangement with each of the contracting States, the Bureau can enter into direct correspondence with the services specifically concerned in combating locusts.

Art. 3. The High Commissioner of the French Republic for the Syrian State, Grand Lebanon, Alaowites and Djibel Druz shall have the right on the demand of the Committee referred to in article 2 of the International Agreement, to take the necessary measures to secure the recognition of the Bureau as an institution of public utility.

Art. 4. The main objects of the Bureau are :—

- (a) To receive, register and co-ordinate the intelligence transmitted either by the contracting parties or received from other proper sources relating to the localities, the area and degree of infection of breeding grounds, stages of evolution of the pest, the known or probable movements of locusts and the methods of control and combat.
- (b) To communicate as quickly as possible to each of the contracting States interested the information collected regarding the localities, the area and degree of infection of breeding grounds, the stages of evolution, the direction of the flight of locusts and the methods of control and combat.
- (c) To forward to the contracting States, as early as possible after the close of the breeding period, a map showing the localities and degree of infection of breeding grounds.
- (d) To furnish, if possible, any information of a special nature which may be called for by the contracting States on the subject of locusts.
- (e) To call upon the contracting States for any information in connection with locusts, which may be considered to be useful.
- (f) To submit proposals to the contracting States with view to undertake joint action against locusts in localities where it is considered necessary or profitable.

With a view to ensure joint action against locusts along the frontiers, the Bureau will endeavour to bring about a system of co-operation between the States concerned and will make the necessary arrangements to put the system in question into function.

- (g) To endeavour to obtain exemption from postal and telegraphic charges for communications between the Bureau and the contracting States relating to the exchange of information on locusts.
- (h) To maintain an inventory of all goods acquired at the charges of the funds of the Bureau.
- (i) To prepare and submit to the contracting States an annual report on the operations of the Bureau, on the combat against locusts conducted by the various contracting States and on the results obtained as well as on their laws and regulations concerning locusts.

Art. 5. The contracting States shall :—

- (a) Institute, if such does not already exist, a special service branch whose task will be to collect information relating to the localities of locusts and to organise an anti-locust campaign adequate to the intensity of the invasion.

- (b) Communicate urgently to the Bureau, by telegram or by post, all information relating to the localities, the area and the degree of infection of the breeding and hatching grounds, the stages of evolution, the movements of the locusts in their territories and their respective methods of combat and control. To send to the various contracting countries and to the Bureau, specimens of locusts in their various stages of evolution.
- (c) Notify the Bureau as soon as possible of all laws and regulations enacted for combating the locusts.
- (d) To reply, so far as is possible, to any request for information concerning locusts which may be received from the Bureau.

Art. 6. The Bureau is placed under the authority and control of an International Committee composed of technical representatives nominated by the contracting States at the rate of one representative for each State.

The members of the Committee shall elect by secret voting a president who will act in that capacity for one year. The out-going president can be re-elected.

Art. 7. The Committee will assemble once a year in an ordinary session on the convocation of the president addressed to the Governments of the contracting States.

The place and the date of the meeting shall be fixed by common consent in the course of the previous session.

The first meeting shall take place at Damascus on the convocation of the representative of the High Commissioner.

An annual extraordinary meeting can take place on the request of half the members of the Committee; this half must, however, include the president, who will fix the date and place of the extraordinary meeting.

Art. 8. The duration of the session of the Committee is unlimited.

Decisions taken by the Committee shall not be valid unless voted by an absolute majority of the members present, and in case of the votes being equal the president shall have the casting vote.

The necessary quorum for the validity of the decisions of the Committee shall be attained when more than one-half of the contracting States shall be represented.

When the decisions are taken in the course of an extraordinary meeting, these decisions shall not be valid unless all applicants for this meeting shall be present.

Art. 9. The functions of the Bureau are carried out by a paid staff consisting of a director and various agents. The director is nominated by the Committee. He can be chosen from the members of the Committee. He should be an agronomist or an entomologist. If a person not a member of the Committee be chosen, then he shall attend the meetings of the Committee with a consultative vote.

The nomination and dismissal of employees of any kind are in the hands of the director, who shall be responsible therefor to the Committee.

Art. 10. The official language of the Bureau will be French, but communications made to the Bureau by each of the various contract-

ing States may be couched in the official language of the State of origin.

Art. 11. Travelling expenses of the members of the Committee summoned to the periodical or extraordinary sessions shall be borne by the contracting States.

Travelling expenses and endowments of the director of the Bureau called to attend the sessions in advisory capacity shall be borne by the Bureau.

Art. 12. The Committee shall examine the expenses incurred during the previous year and shall approve the balance sheet after it has been certified by an expert accountant.

The Committee shall discuss the questions of organisation and discipline of the personnel as well as all the measures necessary for the functioning of the Bureau.

The regulations and the measures aforesaid adopted by the Committee shall be communicated to the contracting States and shall not be subject to modifications without their consent.

Art. 13. An administrative report will be circulated each year to the contracting States after the close of the period.

Damascus, the 20th May, 1926.

For Turkey :

AZIZ BEY AND TEVFIK BEY.

For Iraq :

ANWAR BEG KHAYATT.

For Transjordania :

ALI TABBARA.

For Palestine :

J. I. BODKIN.

For Syria :

JOSEPH ATALLA.

For High Commissioner for the French Republic :

E. ACHARD.
